

**Conseil économique et social**

Distr. générale
27 février 2006
Français
Original: anglais

Commission du développement durable**Quatorzième session**

1-12 mai 2006

Point 3 de l'ordre du jour provisoire*

Module thématique du cycle d'application

2006-2007 (session d'examen)

**Lettre datée du 16 janvier 2006 adressée au Secrétaire
général par le Représentant permanent de l'Autriche
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je voudrais vous informer à propos de la cinquième réunion du Forum mondial sur l'énergie durable (FMED) tenue en Autriche du 11 au 13 mai 2005.

Le Forum mondial sur l'énergie durable est une plateforme pour un dialogue multipartite sur l'ensemble des questions relatives à l'énergie au service du développement durable. À sa cinquième réunion, il a examiné les possibilités de renforcer la coopération internationale en ce qui concerne les questions de la biomasse en s'intéressant tout particulièrement au renforcement de la capacité institutionnelle nécessaire pour promouvoir la coopération Sud-Sud sur la biomasse.

Vous trouverez ci-joint le résumé de la cinquième réunion du Forum mondial sur l'énergie durable, accompagné des éléments de recommandations (voir annexe I) ainsi que le programme de la réunion (voir annexe II).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de ses annexes comme document de la quatorzième session de la Commission du développement durable.

L'Ambassadeur
(Signé) Gerhard Pfanzelter

* E/CN.17/2006/1.



**Annexe I à la lettre adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent de l'Autriche
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

8 juin 2005

**Cinquième réunion du Forum mondial sur l'énergie durable :
renforcement de la coopération internationale
dans le domaine de la biomasse**

Résumé

La cinquième réunion du Forum mondial sur l'énergie durable (FMED) s'est tenue du 11 au 13 mai 2005 à Vienne, Autriche. Y ont assisté quelque 160 participants dont plus de 60 venant de pays en développement. Le Forum était parrainé conjointement par le Ministère fédéral autrichien des affaires étrangères et le Ministère fédéral autrichien de l'agriculture, des forêts, de l'environnement et de la gestion de l'eau, de l'Autriche. Des remerciements sont adressés à la Ville de Vienne, à l'ONUDI et au PNUD pour le soutien financier qu'ils ont apporté.

Le Forum a donné l'occasion d'organiser une réunion de partenariats dans le domaine de l'énergie autour de la Décennie des Nations Unies pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement et une réunion de hauts responsables de la Coalition de Johannesburg pour les énergies renouvelables (toutes deux tenues le 10 mai 2005) ainsi que la réunion de ONU-Énergie le 13 mai 2005.

Les déclarations d'ouverture ont été faites par le Ministre autrichien de l'agriculture, des forêts, de l'environnement et de la gestion de l'eau, Josef Proell, le Secrétaire général aux affaires étrangères de l'Autriche, Johannes Kyrie; le Directeur exécutif du PNUE, Klaus Töpfer et le Secrétaire ougandais à l'énergie, Paul Mubiru. Des documents de base ont été élaborés par Stephen Karekezi de AFREPREN, Christine Lins, EREC et J. Gururaja du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'ONU. Le programme du Forum est ci-joint; ENB a couvert la réunion et a affiché son rapport à l'adresse <www.lisd.ca/>. Les présentations faites par Powerpoint durant la cinquième réunion sont affichées sur le site <www.gfse.at>.

Éléments de recommandations

Note : Les projets de recommandation suivants ont été établis sur la base d'un projet initial distribué aux participants au Forum et des observations formulées. Les recommandations sont indiquées en gras tandis que les observations figurent en écriture script.

Le Plan de mise en œuvre convenu lors du Sommet mondial sur le développement durable en 2002 souligne l'importance des services énergétiques en tant que moyen d'assurer l'éradication de la pauvreté et élément indispensable pour le développement en général.

Concernant l'importance et l'utilisation de la biomasse, le paragraphe 9 dispose que des mesures seront prises pour :

– **Améliorer l'accès aux technologies de biomasse modernes ainsi qu'aux sources et fournitures de bois de feu, et commercialiser les opérations relatives à la biomasse, notamment l'utilisation des résidus agricoles, dans les zones rurales et là où de telles pratiques sont durables;** et

– **Promouvoir l'utilisation durable de la biomasse et, le cas échéant, d'autres énergies renouvelables grâce à l'amélioration des modes d'utilisation actuels, tels que la gestion des ressources, l'utilisation plus efficiente du bois-énergie et des produits et technologies nouveaux ou améliorés.**

1. Meilleure utilisation de la biomasse traditionnelle

1.1. Intensifier la recherche et l'analyse ainsi que la collecte de données afin que la planification concernant l'énergie provenant de la biomasse puisse être fondée sur une connaissance plus précise de la situation sur le terrain

La collecte de données sur les utilisations de la biomasse, notamment pour la consommation des ménages, ainsi que sur la fourniture assurée par la biomasse devraient être partie intégrante de la planification d'ensemble dans le secteur de l'énergie. La FAO et la DTIE du PNUE pourraient avoir un rôle à cet égard. Par ailleurs, le rôle de l'énergie, en particulier l'énergie tirée de la biomasse traditionnelle devrait être examiné par rapport au cadre global des OMD et en particulier, par rapport aux objectifs 1, 3 et 7 des OMD, ainsi que dans le contexte de la sécurité énergétique. Les indicateurs sur les pourcentages de la consommation énergétique assurée par les combustibles traditionnels devraient être mis en rapport avec à l'objectif 1 et le temps passé à collecter le combustible, lui, avec l'objectif 3.

Tout en étant une activité effectuée au niveau national, le soutien des donateurs internationaux pourrait s'avérer nécessaire pour encadrer la recherche et la collecte de données.

Le Global Network on Energy and Sustainable Development (GNESD) (Réseau mondial pour le développement d'énergie durable) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) pourraient collaborer afin d'élaborer les méthodologies appropriées.

La base de données de la FAO sur l'énergie provenant du bois est accessible aux parties intéressées et fournit des données historiques utiles à la planification et à l'élaboration des politiques.

L'Asian Centre for Energy de l'Association des Nations du Sud-Est asiatique (ACE) (Centre asiatique pour l'énergie) situé à Jakarta serait un point focal logique pour les pays asiatiques ainsi que le Japon, la Chine et la Corée.

1.2. Promouvoir la recherche internationale sur les questions concernant la biomasse

Des systèmes de valeurs/connaissances traditionnels efficaces ont été très utiles pour la conservation d'arbres/forêts spécifiques. On pourrait s'en inspirer pour déterminer le rôle d'arbres spécifiques dans les politiques au niveaux local, national et régional et voir comment ils peuvent être utilisés dans le cadre de la satisfaction durable des besoins énergétiques.

Des projets forestiers – aussi bien exotiques qu'autochtones – sont exécutés depuis de nombreuses années. Des évaluations devraient être faites sur les effets de ces projets sur l'offre d'énergie et sur les écosystèmes (il importe également de tenir compte du fait que les forêts aussi fournissent des aliments, des matériaux de construction, des médicaments, etc.).

Le GNESD est probablement le partenaire en matière de recherche internationale le mieux placé, du fait des bonnes relations qu'il entretient dans les pays en développement et dans les pays industrialisés. Le programme de recherche devrait être ainsi structuré :

- Combustibles/chauffage/ménages;
- Production d'électricité.

La FAO a élaboré un programme-cadre international dans le domaine de la bioénergie qui repose sur les deux grands piliers de l'information et de la mobilisation. Il préconise une action concertée de la part de toutes les parties prenantes et recommande que la FAO héberge les données de base et les outils d'information au niveau mondial ainsi que des outils de prise de décision et des approches en ce qui concerne les programmes nationaux de bioénergie.

Il faudrait faire figurer au programme de recherche international un point sur l'évaluation et l'acceptabilité des instruments de politique générale communs pour l'application au niveau mondial, comme par exemple 20 % d'éthanol pour l'essence et 10 % de gasoil d'origine végétale pour l'utilisation au niveau mondial.

1.3. Faire baisser le coût des technologies améliorées de biomasse largement utilisées (TAB) (tels que les foyers améliorés)

On s'attend à ce que les institutions nationales dans les pays en développement jouent un rôle de chef de file à cet égard.

Des partenariats tels que le Global Village Energy Partnership (GVEP) (Partenariat pour l'énergie de village planétaire) devraient inclure l'énergie des ménages et les combustibles conventionnels dans la planification de l'énergie liée à la réduction de la pauvreté et aux efforts de développement communautaires.

Des partenariats tels que le GVEP et le Renewable Energy and Energy Efficiency Partnership (Partenariat pour l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique (REEEP) peuvent aider à procéder à l'échange des connaissances, au renforcement des capacités et pourraient contribuer grandement à expérimenter des approches efficaces visant à faire baisser le coût des technologies de biomasse améliorées.

1.4. Promouvoir la production locale des technologies de biomasse améliorées

La FAO peut offrir l'expérience qu'elle a acquises dans les applications à petite et moyenne échelle du bois-énergie dans les zones rurales et urbaines telles que la transformation alimentaire; la fabrication de briques et de tuiles; l'utilisation des foyers, fours et séchoirs améliorés.

L'ONUDI pourrait apporter une aide, en partenariat étroit avec les institutions locales.

1.5. Exploiter l'effet « production de revenu » des technologies de biomasse améliorées sur les pauvres des zones rurales

La FAO est incontournable quand il s'agit des combustibles traditionnels et des liens avec l'industrie : l'ONUDI devrait jouer un grand rôle dans la promotion des meilleures pratiques mondiales en ce domaine – directives, assistance technique et dans l'exécution des projets phares.

2. Biomasse modernisée (agro-industrie, nouvelle croissance, granulés de bois, chaudières, etc.)

2.1. Fixer des objectifs en ce qui concerne l'énergie tirée de la biomasse modernisée, assortis d'engagements financiers

Il est nécessaire de sensibiliser au rôle de l'énergie en général et des énergies renouvelables/de la biomasse, notamment pour la réduction de la pauvreté. Des objectifs précis devraient être inclus dans les plans nationaux de réduction de la pauvreté, comme éléments des objectifs généraux en matière d'énergie et des objectifs plus spécifiques doivent être d'abord énoncés dans les plans d'énergie nationaux.

Si les donateurs s'engagent à appuyer les efforts des pays en développement, ce serait un signal fort en direction des décideurs dans les pays en développement.

2.2. Mettre en place des mécanismes de financement nouveaux et novateurs pour des systèmes bioénergétiques modernes

Les banques de développement régionales comme la BAD ont un rôle à jouer. Elles devraient collaborer avec les petites institutions de microcrédit, particulièrement les associations/coopératives de microcrédit.

Instituer des incitations fiscales en faveur de la bioénergie.

Des projets pilotes ainsi que des études de faisabilité doivent être réalisés pour l'information et la formation des institutions de financement locales.

2.3. Créer des fonds régionaux et internationaux spéciaux pour promouvoir des technologies de biomasse modernes

Il serait le plus indiqué d'établir les fonds régionaux au sein des banques de développement régionales. Les organismes de développement multilatéraux internationaux tels que l'ONUDI, la FAO ainsi que les banques de développement internationales seraient les mieux à même de gérer les fonds internationaux. On devrait veiller à éviter le « poussoir technologique » lié à ces fonds.

La coopération entre les pays du PNUD devrait systématiquement porter sur l'énergie des ménages, y compris la biomasse.

L'ACE pourrait jouer un rôle à cet égard.

2.4. Utiliser les technologies de la biomasse comme leviers de développement des agroindustries

La FAO possède les connaissances et de l'expérience dans les domaines des industries du sucre, du riz, des ressources forestières et d'autres agro-industries et connaît bien leur rôle et les potentiels de diversification vers la production de la bioélectricité, la chaleur industrielle et les biocombustibles liquides. La FAO possède également l'information sur les cours des produits de base et sur les effets que la production de bioénergie à grande échelle peut avoir sur les marchés et les prix.

L'ONUDI doit transférer son savoir-faire et son expérience au niveau du terrain, ce qui nécessite une étroite collaboration avec les agro-industries locales.

2.5. Promouvoir le renforcement de capacités dans le domaine de la biomasse et intégrer les connaissances sur la biomasse dans les programmes de formation énergétique à long terme

Les connaissances sur la biomasse moderne peuvent être incorporées dans les programmes de renforcement des capacités mis en place par les donateurs et les partenaires. Le renforcement des capacités devrait porter sur toutes les technologies de biomasse, et viser spécialement les ministères participant à la formulation des DSRP et des CSRP, c'est-à-dire essentiellement le Ministère des finances et de la planification économique ainsi que les ministères de l'énergie, de la santé, de l'agriculture etc.

Le Centre de l'ASEAN pourrait avoir un rôle à cet égard.

2.6. Mettre au point les cadres juridiques et réglementaires qui sont nécessaires pour promouvoir l'utilisation des technologies de biomasse modernes

Des politiques énergétiques à long terme sont nécessaires dans les domaines de l'énergie, de l'agriculture et des forêts; des travaux doivent également être menés sur les cadres fiscaux et réglementaires pour la biomasse et les biocarburants. Des cadres juridiques et réglementaires devraient être élaborés par les organismes concernés eux-mêmes (de l'intérieur).

Des cadres juridiques et réglementaires sont nécessaires pour promouvoir les partenariats public-privé. Les obstacles auxquels se heurtent les utilisateurs, les services publics, les producteurs de technologies de biomasse améliorées, les fournisseurs, les gouvernements et autres doivent être déterminés et des situations où tous les acteurs sont gagnants. Le monde gagne créées pour l'ensemble des acteurs.

Le REEEP et d'autres programmes pourraient appuyer cette activité. Le REEEP pourrait recenser les opportunités de promouvoir des technologies de biomasse modernes dans une industrie énergétique qui se réforme.

2.7. Accroissement de la fourniture d'énergie décentralisée assurée par la biomasse

Les ressources énergétiques locales doivent être étudiées d'une manière (socioéconomique) holistique et non exclusivement sous l'angle de la transformation. Les applications de haute technologie visant essentiellement à réduire les coûts de la main-d'œuvre sont des solutions pour pays industrialisés; pour les pays en développement, une approche différente s'impose dans la mesure où la création d'emplois peut avoir un rang de priorité élevé. La planification au niveau microéconomique et des évaluations dans les communautés sont nécessaires pour déterminer les besoins énergétiques et les priorités des populations et pour concevoir des programmes adaptés portant sur l'énergie provenant de la biomasse.

3. Les biocombustibles pour le chauffage/la cuisson et le transport (gazole d'origine végétale, éthanol, etc.)

3.1. Mettre en place les cadres directeurs nécessaires pour la mise au point et l'utilisation des biocarburants

3.2. Poursuivre les efforts en matière de R-D (mélange dosé, normes, technologies de conversion cellulosique et de gazéification etc.)

3.3. Établir des règles du jeu équitables pour les biocombustibles grâce à l'internalisation des coûts externes

3.4. Créer un cadre pour les partenariats public-privé, spécialement dans le domaine des biocombustibles

3.5. Mener des recherches approfondies sur le potentiel de « l'option biocombustible » de réduire l'émission des gaz à effet de serre

Une industrie complexe requiert des investissements importants et a le potentiel de créer un nouveau secteur économique dynamique procurant un revenu.

4. Production d'énergie électrique à partir de la biomasse (chauffage central, électricité, systèmes décentralisés)

4.1. Promouvoir le biochauffage et la bioclimatisation

4.2. Promouvoir un système de chauffage central à partir de la biomasse

4.3. Exécuter des projets pilotes et d'information ainsi que des études de faisabilité au moyen d'investissements de donateurs et de privés

Le secteur privé régional local pourrait jouer un rôle de plus en plus important dans le financement de l'infrastructure énergétique. Il est nécessaire de commencer le dialogue avec le secteur pour l'amener à s'impliquer.

5. La biomasse et l'approche par les systèmes

5.1. Intégrer les technologies de biomasse dans le contexte des systèmes de fourniture globale de services dans le domaine énergétique – y compris les ressources rares telles que la terre, l'eau, l'environnement, les aliments

L'usage de la biomasse à des fins énergétiques se fait parallèlement à un grand nombre d'autres usages à différents niveaux : par exemple l'usage final en ce qui concerne l'énergie pour la cuisson, le combustible pour le chauffage et l'eau chaude, le niveau secondaire pour la production d'électricité et le chauffage des quartiers etc.

Il est nécessaire de mettre l'accent sur les fournitures énergétiques provenant des industries agricoles et forestières, la production alimentaire et la gestion des déchets. L'industrie de la biomasse, ou les groupes d'intérêt qui la représentent, fait rarement cas de ces secteurs. Le combustible provenant de la biomasse (certainement pour la production d'électricité) est rarement un produit primaire, mais est généralement un coproduit de ces industries. Le Forum mondial sur l'énergie durable devrait activement inclure les industries pour lesquelles la production d'électricité serait une activité marginale. L'accent devrait être mis sur les questions intersectorielles et l'intégration de la biomasse avec d'autres secteurs industriels.

6. Coopération internationale, y compris la coopération pour le développement

6.1. Promouvoir la coopération au sein des pays grâce à une meilleure coordination, à la participation d'acteurs multiples (spécialement des secteurs financiers locaux tels que les institutions de microcrédit) etc.

6.2. Renforcer la coopération régionale avec les réseaux d'information, les institutions de transfert technologique, les programmes d'éducation et de formation, la R-D menée au niveau régional et les programmes d'innovation technologique, mettre au point des stratégies régionales d'énergie (biomasse)

6.3. Promouvoir la coopération Sud-Sud et Nord-Sud

Questions de politique générale : objectifs, mécanisme, subventions, taxes, R-D.

Les donateurs ayant des industries fondées sur la biomasse et forestières importantes seront probablement intéressés. Les pays de l'UE comme l'Autriche, le Danemark, la Suède et la Finlande voudraient peut-être prendre l'initiative en ce domaine.

Les donateurs pourraient placer des fonds dans l'ACE gérés par des experts qu'ils auront désignés eux-mêmes. Une initiative sur la biomasse spécifique devrait être lancée dans le cadre de l'EI de l'UE.

ONU-Énergie a, dans son plan de travail, un volet relatif à la bioénergie travail et peut contribuer à rationaliser les efforts en ce domaine.

Il a été suggéré que le Forum mondial organise une réunion sur la bioénergie en marge de la quatorzième Commission du développement durable et une autre sur les énergies renouvelables en marge de la quinzième réunion de la Commission du développement durable.

6.4. Promouvoir la coopération internationale pour favoriser le renforcement de capacités et le transfert des technologies

6.5. Documenter et mettre à disposition les projets relatifs aux meilleures pratiques

6.6. Intégrer la dimension du commerce international dans le débat sur la biomasse

Amener à mieux comprendre la dynamique entre la biomasse produite localement et la biomasse commercialisée internationalement (les biocombustibles en particulier)

Renforcement de la coopération entre la communauté s'occupant de bioénergie et les négociateurs commerciaux, de sorte que les questions de biotechnologie puissent être prises en compte dans le Cycle de Doha, en particulier :

- Inclure les technologies bioénergétiques et la biomasse/les biocombustibles dans la liste des biens et services environnementaux pour lesquels les droits de douane devraient être réduits ou abolis;
- Inclure des points relatifs à la biomasse et aux biocombustibles dans les négociations en cours sur la réduction/restructuration des subventions agricoles.

6.7. Prendre en considération la dimension sexospécifique de l'utilisation de la biomasse

Le Forum mondial sur le développement durable prend note de l'importance spéciale que l'utilisation de la biomasse, particulièrement des combustibles traditionnels du fait qu'elle a des effets sur la situation des femmes et des filles en termes de temps passé à ramasser du bois, temps pour la cuisson des ménages, la participation à l'éducation, les conditions sanitaires, l'état de santé et les activités économiques. Une énergie de la biomasse modernisée accessible et à un prix abordable est nécessaire pour favoriser l'action en faveur de l'égalité des sexes.

Engagements

En plus des recommandations mentionnées plus haut, les engagements unilatéraux suivants ont été pris :

PNUE

1. La FAO examinera comment l'information dont on dispose actuellement sur les ressources de la biomasse pourrait être intégrée dans les archives de données créées pour le programme d'évaluation des ressources énergétiques solaires et éoliennes (SWERA), de sorte que plus d'informations sur les ressources soient facilement disponibles à des fins de planification et d'investissement.

2. L'organisme Ressources naturelles Canada diffusera plus largement aux pays en développement l'outil pour la pré faisabilité des projets en matière d'énergie renouvelable de RETScreen. RETScreen constitue un moyen puissant pour l'analyse des projets potentiels sur la biomasse.

3. Promouvoir l'utilisation de directives sur la diligence due à l'environnement en ce qui concerne les projets relatifs à l'énergie renouvelable, y compris les projets sur la biomasse. Les directives facilitent l'examen financier des projets par les institutions de financement.

4. Examiner les projets relatifs à la bioénergie, particulièrement les petits projets, dans le cadre du mécanisme pour un développement propre, le but étant de proposer des procédures simplifiées qui permettent de réduire les coûts d'examen et d'accélérer le processus tout en assurant l'intégrité du mécanisme pour un développement propre.

5. Travailler avec l'industrie de la bioénergie sur une ou plusieurs études de cas de projets actuels impliquant des exportations de technologies qui renforceraient le traitement spécial que l'OCDE commence à accorder aux projets relatifs à l'énergie renouvelable bénéficiant de crédits à l'exportation ou de garanties de crédit.

GNESD

Le représentant du GNESD s'est engagé à demander aux membres du GNESD de convenir de ce qui suit en ce qui concerne les efforts à faire dans le cadre du Réseau :

1. La FAO et éventuellement l'IEA élaborant des principes méthodologiques à suivre concernant la collecte des données et l'analyse des ressources bioénergétiques (existantes et faisables), afin de permettre de comparer les données.

2. Procéder à une comparaison des différentes options dans le domaine de la bioénergie en examinant des caractéristiques telles que :

- Le potentiel de création d'emplois;
- Le potentiel de réduction des émissions des gaz à effet de serre;
- Des considérations de bilan énergétique;
- La sécurité énergétique;

- Les avantages des polluants classiques;
- Les besoins et exigences en terres/eau;
- Les implications en ce qui concerne les engrais/pesticides;
- Les coûts, le capital d'investissement nécessaire;
- Des considérations technologiques, y compris la disponibilité de technologies locales;
- Les besoins en ce qui concerne la formation/le renforcement des capacités, etc.

FAO

1. En coopération avec les partenaires intéressés, faciliter l'élaboration d'un programme-cadre international relatif à la bioénergie qui permette de promouvoir deux principaux objectifs : un système d'information international sur la bioénergie ainsi qu'un effort de mobilisation internationale en faveur de la bioénergie.

**Annexe II à la lettre datée du 16 janvier 2006 adressée
au Secrétaire général par le Représentant de l'Autriche
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Cinquième réunion du Forum mondial
sur le développement durable**

**Renforcement de la coopération internationale
dans le domaine de la biomasse
(projet du 10 mai)**

Vienne, 11-13 mai 2005

**Diplomatic Academy of Vienna
Favoritenstrasse 15A
A-1040 Vienne**

Le Forum mondial sur l'énergie durable est une plateforme pour un dialogue entre des parties prenantes multiples sur des questions concernant l'énergie au service du développement durable. Cette initiative, lancée par le Ministre autrichien des affaires étrangères en 1999, résulte des efforts de vulgarisation faits dans le cadre de l'Évaluation mondiale de l'énergie et vise à susciter une série de dialogues qui faciliteront la prise de décisions sur des questions de politique générale dans les instances appropriées et à favoriser des partenariats public-privé.

La cinquième réunion du Forum mondial sur l'énergie durable étudiera les possibilités de renforcer la coopération internationale sur les questions touchant à la biomasse, avec un accent tout particulier sur la mise en place ou le renforcement de la capacité institutionnelle requise pour promouvoir la coopération Sud-Sud dans le domaine de la biomasse. En outre, le Forum sera une plateforme pour divers partenariats annoncés au Sommet mondial sur le développement durable à Johannesburg 2002 et favorisera l'échange d'informations sur les progrès accomplis à cet égard.

On trouvera des informations sur le Forum mondial sur l'énergie durable et les réunions précédentes à l'adresse <www.gfse.at>.

Mercredi 11 mai 2005

Allocutions de bienvenue – discours-programme

8 heures	Inscription des participants	
9 heures	Ouverture	Représentant du FMED
9 h 15	Allocution de bienvenu du pays hôte	M. Johanes Kyrle Ministre des affaires étrangères

9 h 45	Discours-programme	
	M. Josef Pröll Ministre de l'agriculture, des forêts, de l'environnement et de la gestion de l'eau, Autriche	
8 heures	Inscription des participants	
9 heures	Ouverture	Représentant du FMED
9 h 15	Allocution de bienvenu du pays hôte	M. Johanes Kyrle Ministre des affaires étrangères
9 h 45	Discours-programme	
	M. Paul Mubiru Commissaire à l'énergie, Ministère de l'énergie et de la mise en valeur des ressources minérales, Ouganda	
	M. Klaus Töpfer, Directeur exécutif, PNUE	
10 h 30	Pause	
<i>Plénière I : Utilisation accrue de la biomasse : potentiel et défis</i>		
11 heures	État de l'énergie tirée de la biomasse dans les pays en développement et perspectives de collaboration internationale	M. Stephen Karekezi AFREPEN
	La biomasse et le commerce : où sont les liens?	M ^{me} Malena Sell ICTSD
<i>Plénière II : Cultures vivrières et énergétiques : synergies et risques (animateur : M. Gustavo Best, FAO)</i>		
11 h 30	Disponibilité de terres pour les cultures énergétiques et demande future d'aliments et de fourrages	M. Guenther Fisher IIASA
	Cultures vivrières et énergétiques : éviter les conflits sur l'utilisation des sols	M. Gustavo Best FAO
	Le sorgho sucré : l'une des meilleures cultures pour la consommation humaine, du bétail et pour l'énergie	M. Norbert Vasen Énergies renouvelables de l'ETA, Italie
	Commerce international : le cas Brésil- UE	M. Norbert Vasen Énergies renouvelables de l'ETA, Italie
	Débat	

13 heures Pause

Plénière III : L'exemple de l'Afrique

(animateur : M. Stephan Karezeki, AFREPEN)

14 heures Partenariats en Afrique sur la biomasse : par où commencer? M. Stanford Mwakasonda
Université du Cap

Options pour une utilisation accrue de la biomasse : potentiel et défis M. David Jaka
IRSEAD, Kenya

Les femmes comme parties prenantes en ce qui concerne les questions touchant à la biomasse M^{me} Julie Leopold
Tanzanie

Énergie domestique améliorée en Afrique – Sommes-nous prêts à faire l'effort? M. Arno Tomowski
GTZ, Allemagne

15 heures Débat suivi d'une pause

Poursuite de la plénière III

16 h 30 « Fumée dans la cuisine : programme sur la fumée de trois pays » biomasse et questions de santé M^{me} Liz Bates
ITDG

Le potentiel du sucre de canne et du sorgho sucré en tant que ressources bioénergétiques durables M^{me} Helen Watson
Université du Kwazulu Natal
Afrique du Sud

17 h 15 Débat

La plénière III se terminera au plus tard à 18 heures

Soir

La table ronde (en anglais) à 19 heures sera axée sur les technologies environnementales (biomasse) et sera suivie d'une réception donnée par le Ministère de l'agriculture, des forêts, de l'environnement et de la gestion de l'eau.

Jeudi 12 mai 2005

Les groupes de travail I et II se réuniront en parallèle

Groupe de travail I : Biocarburants pour le transport durable

9 heures-11 heures

Rapporteur :

M^{me} Christine Lins EREC

Plan d'action de l'UE concernant la biomasse N.N, Commission européenne

Programme du Brésil sur l'éthanol M^{me} Suani Teixeira Coelho
Brésil

Jatropha Curcas – La centrale électrique	M. Mark Quinn DI
Application pratique de la directive de l'UE sur les biocarburants	M. Walter Böhme OMV
Options bioénergétiques pour les PIC	M. Atul Raturi Université de technologie de Papouasie-Nouvelle-Guinée
Biocarburants : questions, options et défis	M ^{me} Kathleen Abdalla DESA, ONU

Groupe de travail II : Biomasse pour l'électricité : production et chauffage domestique

9 heures-11 heures

Rapporteur :
M. Kasimir Nemestothy
Agence autrichienne de
l'énergie

Biomasse pour la production d'électricité	M. Besim Islami Agence nationale de l'énergie Albanie
---	---

Nouvelles réalités en ce qui concerne les possibilités de production d'électricité à partir de la biomasse	M. Fernando Alvarado E+Co Europe
--	-------------------------------------

Production d'électricité à partir de la biomasse dans les villages isolés des zones rurales	M ^{me} Suani Teixheiro Coelho Brésil
---	--

La biomasse et le mécanisme de Kyoto	M ^{me} Clemens Plöchl Kommunalkredit, Autriche
--------------------------------------	--

Cogénération à partir de la bagasse de canne à sucre	N.N. Colombie
--	------------------

11 heures

Pause

11 h 30-13 heures

Les groupes de travail I et II poursuivent leurs travaux

13 heures

Pause

9 heures-11 heures

Rapporteur :
M. Kasimir Nemestothy
Agence autrichienne de
l'énergie

Les dispositions nécessaires seront prises pour la conclusion (accès aux ordinateurs, etc.) des travaux des groupes de travail

*Plénière IV : Promesse de soutien**(animateur : M. Abel Rwendeire, ONUDI, TBC)*

14 heures	Des organisations internationales	DESA-ONU, PNUD, PNUE, FAO, UNFCCC, ONUDI
	Des partenariats dans le domaine de l'énergie	REEEP, GVEP, GNESD, PCIA, AFDB

16 heures Débat

*La plénière IV se terminera au plus tard à 17 heures.***Soir****Réception****Vendredi 13 mai 2005***Plénière V : Rapports des groupes de travail**(animateur : M^{me} Elm A. More, Ministère de l'agriculture, des forêts, de l'environnement et de la gestion de l'eau, Autriche)*

9 heures	Groupe de travail I : biocarburants pour un transport durable	M ^{me} Christin Lins EREC
	Groupe de travail II : biomasse pour la production d'électricité et pour les ménages	M. Kasimir Nemestothy Agence autrichienne de l'énergie
9 h 30	Débat	

*Plénière VI : Renforcement de la capacité institutionnelle pour la biomasse**(animateur : M. Mats Karlson, Président, Énergie-ONU)*

9 heures	Points de vue d'Amérique latine	M. Alfredo Curbelo Cuba
	Points de vue d'Asie	M. Kinga Tashering Bhoutan
	Points de vue d'Afrique	M. Abdclali Dakkina Maroc
	Points de vue du SEE et du CIS	M. Krasimir Naidcnov Bulgarie
	Points de vue de l'Europe	M ^{me} Doerte Fouquet Fédération européenne pour les énergies renouvelables
11 heures	Débat suivi d'une pause	

Groupe des conclusions : La voie à suivre

11 heures	<i>Présidente</i> : M ^{me} Irene Freudenschuss-Reichl <i>Experts</i> : M. Thomas B. Johansson, IIIEE; M. Mats Karlsson, Énergie-ONU a.o. Débat
13 heures	Pause
Après-midi	Excursion (ou départ) : visite guidée à Bruck a.d. Leitha (usine e production de biogaz et usine de chauffage des districts à partir de la biomasse)

Il est prévu qu'une réunion de hauts responsables de la Coalition de Johannesburg pour les énergies renouvelables, une réunion sur les initiatives en matière d'énergie et une réunion de ONU-Énergie soient organisées en marge de la cinquième réunion du Forum mondial sur l'énergie durable. Les invitations à ces réunions seront distribuées séparément.

* * *

Pour plus de détails, veuillez vous adresser à :

Irene Freudenschuss-Reichl
Responsable du Forum mondial sur l'énergie durable
Téléphone : +43 (0) 501 150-4432; télécopie : +43 (0) 01159-270
E-mail : <irene.freudenschuss-reichl@bmaa.gv.at>

Elfriede-Anna More
Ministère de l'agriculture, des forêts, de l'environnement et de la gestion de l'eau
Téléphone : +43 (1) 51522-1621; télécopie : +43 (1) 5131679-1543
E-mail : <elfriede-anna.more@iebnsministerium.a>